

Intervention de M. Franck Montaugé samedi 28 novembre 2020
Rapporteur pour avis des crédits « Industrie » de la mission « Economie »

Madame la Présidente,
Monsieur le Ministre,
Mes chers collègues,

Le choc économique subi en mars a eu pour conséquence d'exacerber les faiblesses structurelles de notre industrie, à au moins 4 niveaux :

1) L'endettement s'est accru de 13% et en septembre 2020 l'encours total de dette de l'industrie était de 147 milliards d'euros.
C'est d'autant plus problématique que les entreprises industrielles françaises sont faibles en fonds propres.

2) L'investissement a chuté de 14% par rapport à 2019 alors que notre outil industriel a 19 ans d'âge moyen, il est deux fois plus ancien qu'en Allemagne, et bien moins robotisé et numérisé.

Et au plan environnemental 40% de l'énergie consommée par l'industrie en France est le fait d'équipements de plus de trente ans d'ancienneté, aux mauvaises performances énergétiques.

3) La crise a révélé l'importante dépendance de la France à certains grands secteurs exportateurs comme l'aéronautique et le secteur automobile dans une moindre mesure.

Au-delà du seul déficit de notre commerce extérieur, le risque est que nous perdions durablement des parts de marchés à l'international.

4) Et enfin, l'industrie a perdu près de 53 000 emplois industriels en 2020, en attendant les effets des plans sociaux à venir. Ils représentent moins de 13% en France, pour 21% en Allemagne et 20% en Italie.

Comment le budget pour 2021 répond-il à ces enjeux ?

Si les orientations de long-terme du budget nous paraissent bonnes, il semble en revanche qu'elles présentent des carences à court-terme.

- 1) D'abord, un soutien plus conséquent à la demande sera nécessaire. La crise de demande qui se profile déjà fera des dégâts dans l'ensemble de l'industrie.

Plusieurs leviers existent :

- Le soutien à des secteurs oubliés du plan de relance, comme la construction neuve, qui soutient la production métallurgique par exemple ;
- La commande publique ensuite, mais encore faudrait-il que les collectivités, qui représentent 60% de l'investissement public, disposent des ressources nécessaires ;
- Enfin, la réouverture des commerces est un impératif pour l'industrie également.

- Côté demande, on peut aussi évoquer la question de la mobilisation de l'épargne énorme des français accumulée depuis mars dernier, près de 90 milliards d'euros. Aucune piste ne nous a été exposée à ce sujet.

- 2) Ensuite, le Gouvernement ne semble pas bien prendre la mesure du mur de la dette qui s'élève aujourd'hui à près de 150 milliards d'euros dans l'industrie.

En conclusion, mes chers collègues, la relance offre une opportunité longtemps attendue de penser une politique industrielle souveraine, ambitieuse et réaliste à la fois, qui utilise tous les leviers de transformation de notre industrie.

Les orientations stratégiques de la ré-industrialisation du pays devraient faire l'objet d'une implication directe du Parlement, en dialogue avec les filières et les Régions.

En conclusion, si le plan de relance identifie bien les enjeux de long-terme, il doit être renforcé à court-terme pour pallier une crise de la demande et mieux anticiper le problème de l'endettement.

Je vous remercie.